

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

Mittwoch (Nachmittag), 4. März 2020 / Mercredi après-midi, 4 mars 2020

Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion / Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration

21 2015.GEF.1748 Bericht RR

«Bedarfsabklärung für eine Notunterkunft für Mädchen und junge Frauen (14–20 Jahre alt) im Kanton Bern». Bericht des Regierungsrates zur Umsetzung des Postulats 039-2016 SP-JUSO-PSA (Stucki, Bern)

21 2015.GEF.1748 Rapport CE

Création d'un refuge pour les jeunes filles et jeunes femmes victimes de violence : détermination des besoins. Rapport du Conseil-exécutif sur la mise en œuvre du postulat 039-2016 PS-JS-PSA (Stucki, Berne)

Planungserklärung GSoK (Kohler, Spiegel b. Bern) – Nr. 1

Die Strategie zur Implementierung eines Mädchenhauses ist nach dem Vorliegen einer Opferhilfestrategie umzusetzen.

Déclaration de planification de la CSoc (Kohler, Spiegel b. Bern) – n° 1

La stratégie de réalisation d'un refuge pour jeunes filles ne sera mise en œuvre qu'après l'élaboration d'une stratégie d'aide aux victimes.

Planungserklärung GSoK (Kohler, Spiegel b. Bern) – Nr. 2

Bei der Implementierung des Projektes Mädchenhauses sind insbesondere auch stationäre Unterbringungen bei bestehenden Institutionen im Bereich Jugendpflege zu prüfen und der bestehenden Option gegenüberzustellen.

Déclaration de planification de la CSoc (Kohler, Spiegel b. Bern) – n° 2

Au moment de mettre en œuvre le projet de refuge, il faudra notamment examiner, à des fins de comparaison, l'opportunité de placer des jeunes filles dans des institutions existantes de protection de la jeunesse.

Planungserklärung GSoK (Kohler, Spiegel b. Bern) – Nr. 3

Die Schaffung eines Mädchenhauses soll bis spätestens Ende 2021 umgesetzt werden.

Déclaration de planification de la CSoc (Kohler, Spiegel b. Bern) – n° 3

Un refuge pour jeunes filles sera créé d'ici à la fin de l'année 2021.

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Jordi, Bern) – Nr. 4

Bei der Implementierung des Projekts «Mädchenhaus» sind insbesondere auch stationäre Unterbringungen bei bestehenden, geschlechtergetrennten Institutionen im Bereich Jugendpflege zu prüfen und der bestehenden Option gegenüberzustellen.

Déclaration de planification PS-JS-PSA (Jordi, Bern) – n° 4

Lors de la réalisation du projet « Refuge pour jeunes filles », il convient d'examiner en particulier aussi la prise en charge résidentielle dans les institutions existantes – où hommes et femmes sont séparés – du domaine de la protection de la jeunesse, et de la comparer avec l'option existante.

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 21, einem Bericht des Regierungsrates: «Bedarfsabklärung für eine Notunterkunft für Mädchen und junge Frauen [...]». Wir haben das mal besprochen, und da es eine reduzierte Debatte ist, wäre der Vorschlag eigentlich gewesen, eine Grundsatzdebatte mit Voten in normaler Reihenfolge durchzuführen, und danach – damit Sie noch Zeit haben, weil es Planungserklärungen gibt – den Bericht und alle Planungserklärungen gemeinsam zu bera-

ten. Das hätten Sie vorher wissen müssen, und deswegen haben wir vorhin gerade ganz spontan beschlossen, dass wir es jetzt ganz pragmatisch so machen: Sie erhalten maximal 4 Minuten Zeit, aber eben nur die Fraktionen. Damit hätten wir auch die Zeit eingespart oder hätten sie so verwendet, wie wenn wir die Debatte in zwei Malen durchgeführt hätten. Also: Sie haben maximal 4 Minuten Zeit. Zuerst gebe ich aber ... – Je donne la parole à Samantha Dunning, je pense, oui. – (*Grossrätin Béatrice Stucki fragt den Präsidenten, ob sie das Geschäft zuvor vorstellen darf. / Mme la députée Béatrice Stucki demande au président si elle peut présenter l'affaire en premier.*) Nein, das ist nur noch ein Bericht. – Je donne la parole pour la commission à Samantha Dunning.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (PS), rapporteuse de la CSoc. La CSoc a attentivement étudié le rapport du Conseil-exécutif sur la création d'un refuge pour jeunes filles et jeunes femmes victimes de violence faisant suite au postulat de Béatrice Stucki (P 039-2016) et ayant été accepté à une très nette majorité en 2016 avec 94 voix contre 24 et 8 abstentions. Ce postulat demandait que le Conseil-exécutif détermine le besoin de places d'accueil pour les jeunes filles et les jeunes femmes victimes de violence physique, psychique ou sexuelle à la maison ou dans leur environnement, et d'indiquer dans quelle mesure il était possible de créer un refuge pour ces jeunes filles âgées de 14 à 20 ans.

La DSSI a ainsi analysé le besoin sur une base quantitative et une base qualitative et a pris en compte l'expérience réalisée dans le cadre du projet pilote de l'Association MädchenHouse des Filles de Bienne. Et l'évaluation démontre leur besoin réel d'une structure spécifique destinée à la protection d'adolescentes dès 14 ans et dépassant l'âge de la majorité. Selon les centres de consultation actifs dans le domaine de la violence faite aux femmes, il y a un besoin d'une structure d'accueil spécifique à la tranche d'âge de 14 à 20 ans. Le traitement de cas de violence n'est actuellement pas optimal, car les mesures prises d'urgence ne correspondent souvent pas aux besoins d'une jeune femme traumatisée par des violences et menacée dans son intégrité. L'évaluation du projet pilote de la MädchenHouse des Filles de Biel-Bienne, menée de mai à octobre 2018, en arrive à la même conclusion.

L'analyse quantitative, fondée sur les chiffres de la MädchenHaus de Zurich et la structure démographique du canton de Berne, estime un besoin de 4 à 5 places pour les filles et les femmes âgées de 14 à 20 ans résidant dans le canton de Berne. Die Evaluierung zeigt die tatsächliche Notwendigkeit einer spezifischen Struktur für den Schutz von Mädchen ab 14 Jahren und über der Volljährigkeit auf. Sur la base de ces résultats, la DSSI a examiné quatre options : la possibilité de mettre en place un foyer intercantonal en collaboration avec d'autres cantons a rapidement été écartée puisqu'aucun canton interrogé n'était disposé à participer au projet. Cependant, certains se sont montrés intéressés à pouvoir envoyer des jeunes filles ou jeunes femmes au canton de Berne si une structure était mise en place. La création d'un foyer autonome pour jeunes filles et jeunes femmes tel que le projet pilote MädchenHouse des Filles Biel-Bienne a été envisagée, mais a également été écartée, car cette option supposerait l'implication d'un nouveau partenaire contractuel, en plus des deux partenaires contractuels en charge des trois foyers pour femmes existants au canton de Berne. Ceci amènerait à morceler un peu plus le paysage de l'aide aux victimes dont nous venons d'adopter l'élaboration d'une stratégie globale par le biais de la motion Kohli (M 280-2019). L'achat de places à la MädchenHaus de Zurich a également été étudié mais entraîne un certain nombre d'inconvénients : un nouveau partenaire contractuel entrerait en jeu, une offre bilingue serait difficilement mise en place, une collaboration et une mise en réseau des autorités et des institutions en seraient complexifiées.

Schliesslich scheint die Schaffung eines Mädchen- und Frauenhauses in optimierten Strukturen im Kanton Bern, das eine spezifische, den Bedürfnissen der jugendlichen Mädchen und jungen Frauen angepasste Struktur bietet, die geeignetste Option zu sein. – (*Le président interrompt l'oratrice à cause d'un problème technique avec la traduction simultanée, et lui redonne la parole lorsqu'il est résolu. / Der Präsident unterbricht die Rednerin infolge eines technischen Problems bei der Simultanübersetzung und erteilt ihr das Wort nach dessen Behebung wieder.*) – C'est bon ? – Dadurch könnten die Synergien zwischen den bestehenden Frauenhäusern genutzt werden. Darüber hinaus würde sie es ermöglichen, Schwankungen in der Belegung auszugleichen, wenn die Frauenhäuser gesättigt sind, und die Wohnstrukturen zur Unterstützung der Opfer zu verbessern.

La création d'un foyer pour jeunes filles et jeunes femmes dans des structures optimisées du canton de Berne, tout en proposant une structure spécifique et adaptée aux besoins des adolescentes et jeunes femmes, semble l'option la plus adéquate, car elle permettrait d'exploiter les synergies entre les foyers d'accueil pour femmes existants. Le foyer pour jeunes filles et jeunes femmes mettrait à

disposition 7 à 10 places afin de répondre à une éventuelle demande croissante, à une surcharge des foyers pour femmes ou à des demandes de placement d'autres cantons. Le coût par place est estimé entre 150 000 et 175 000 francs.

La CSoc remercie le Conseil-exécutif et le Directeur de la DSSI pour ce rapport et les informations supplémentaires transmises lors de la séance de commission. S'accordant sur la nécessité d'un foyer d'urgence pour accueillir les jeunes filles et les jeunes femmes, la commission vous recommande à l'unanimité d'en prendre connaissance. Nous vous recommandons également d'adopter nos trois déclarations de planification. Die Kommission stimmt der Notwendigkeit einer Notunterkunft für Mädchen und junge Frauen zu und empfiehlt Ihnen einstimmig, dies zur Kenntnis zu nehmen.

La première déclaration de planification est directement liée à la motion Kohli (*M 280-2019*) que nous venons d'accepter et demandant une stratégie cantonale globale de l'aide aux victimes. Une petite majorité de la commission est d'avis que la stratégie d'aide aux victimes doit être élaborée avant la mise en place du projet de foyer pour jeunes filles et jeunes femmes, car il fait partie intégrante de l'aide aux victimes. Pour la minorité, le besoin d'un foyer d'urgence pour jeunes filles et jeunes a été prouvé par ce rapport et les conditions actuelles ne sont pas satisfaisantes. D'autant plus que la mise en place concrète a déjà été envisagée dans ce rapport par l'option de la création du foyer dans des structures optimisées. C'est pourquoi elle considère que la mise en place du foyer doit se faire indépendamment ou parallèlement à la stratégie, tout en prenant en compte les résultats de la stratégie en cours.

La deuxième déclaration de planification demande d'examiner l'opportunité de placer des jeunes filles dans des institutions existantes de protection de la jeunesse. Une petite majorité de la commission considère qu'il aurait été opportun d'impliquer les acteurs de la protection de la jeunesse dans la réflexion sur le foyer d'urgence et qu'il serait nécessaire d'étudier l'option de placer les jeunes filles directement dans ce type d'institution en proposant des places protégées afin qu'elles n'aient plus besoin de changer d'institutions. Pour la minorité de la commission cette option n'est pas envisageable, car le foyer pour jeunes filles et jeunes femmes est une structure d'urgence et protégée. Elle est protégée dans le sens où l'adresse est inconnue et qu'elle est surveillée. Il est à rappeler que nous parlons de jeunes filles et jeunes femmes qui sont menacées physiquement par des membres de leurs familles ou dans leur environnement proche. Une fois ces adolescentes et jeunes femmes installées dans le foyer, des solutions sont sereinement envisagées pour leur avenir comme le retour à la maison, la location d'un propre appartement ou une collocation, le placement dans une institution de jeunesse ou d'autres propositions. De plus, certaines institutions de jeunesse sont déjà en manque de place, notamment dans la partie francophone du canton.

La troisième déclaration de planification demande que le foyer pour jeunes filles et jeunes femmes soit mis en place d'ici la fin de l'année 2021. Pour la majorité de la commission, le rapport montre qu'un besoin existe, que la demande est croissante et que le fonctionnement actuel n'est pas satisfaisant. De plus, ce projet de foyer est élaboré avec la collaboration de MädchenHouse des Filles Biel-Bienne où des personnes s'engagent bénévolement et de manière privée. – D'ailleurs, il y a une personne qui est présente ici et je la remercie personnellement pour tout le travail fourni. – Le report de ce projet dans un temps trop éloigné risquerait une perte de savoir-faire, car ces personnes n'auraient peut-être plus autant de temps à consacrer qu'actuellement. Pour la majorité de la commission, la DSSI doit ainsi élaborer rapidement la stratégie d'aide aux victimes et mettre en place le foyer pour adolescentes et jeunes femmes d'ici la fin 2021.

Enfin, la CSoc recommande à la majorité de rejeter la déclaration de planification du groupe socialiste PS-JS-PSA. Zusammenfassend also: Die GSoK empfiehlt Ihnen, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen und ihre drei Planungserklärungen anzunehmen und die der SP-JUSO-PSA-Fraktion abzulehnen.

Präsident. Wir kommen als Erstes zur Vorstellung der Planungserklärung der SP-JUSO-PSA durch Stefan Jordi.

Stefan Jordi, Bern (SP). Ich spreche zur Planungserklärung 4: Die Planungserklärung 4 hat aber einen recht nahen Zusammenhang zur Planungserklärung 2. Ich kann es vorwegnehmen: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist sehr, sehr skeptisch bis ablehnend gegenüber einer solchen Verbindung, Suche oder Prüfung eines Mädchenhauses mit einer bestehenden Institution. Es mag vielleicht Sinn machen, dass man den Fächer ein wenig öffnet, dass man die Prüfung macht, parallel zur Prüfung, die man ja mit dem Postulatsbericht mit diesen 3 vorgeschlagenen Varianten schon gemacht hat. Wir sind aber sehr skeptisch, dass so etwas wirklich sinnvoll zu realisieren wäre. Denn solche Angebote – wenn man das jetzt weiterdenken würde – müssen die Anforderungen erfüllen, die an ein

Frauen- beziehungsweise an ein Mädchenhaus gestellt werden: geeignetes Personal, genügend Sicherheit, das ist ganz, ganz wichtig, Anonymität, ein anonymer Standort, und – das ist unser Vorschlag – dass man diese Planungserklärung 2 mit «geschlechtergetrennt» ergänzt. Das ist ganz, ganz wesentlich: Es kann nicht sein, dass Mädchen, die beispielsweise Opfer von männlicher Gewalt geworden sind, nachher gemeinsam mit Männern in solchen Institutionen untergebracht werden. Auch wenn das, glaube ich, selbstverständlich ist, haben wir jetzt doch noch dieses Wörtchen eingefügt. Daher bitten wir, zumindest dieser Variante, der von uns vorgeschlagenen Ergänzung 4, zuzustimmen. Wie gesagt, noch einmal: Wir sind skeptisch. Prüfen, von mir aus, wenn es unbedingt sein muss. Doch wir sind sehr skeptisch, dass es überhaupt sinnvoll ist und zum Schutz dieser schutzsuchenden Mädchen sinnvoll umgesetzt werden kann.

Präsident. Damit kommen wir zu den Fraktionsvoten. Als Erstes für die glp Barbara Mühlheim.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Mir ist es wichtig, dass wir hier im Grossen Rat auf der politischen Ebene argumentieren und dass wir eigentlich die Frage, was wir alle gut und schlecht finden, vielleicht doch den Profis überlassen. Nicht zuletzt haben wir ja deswegen eine Opferhilfestrategie. Ich komme aber bei der Planungserklärung auch nicht ganz darum herum, aus meiner Praxis etwas zu sagen. Ja, wir brauchen ein Mädchenhaus, Kolleginnen und Kollegen. Aber in welcher Form? – Das wollen wir nochmals diskutiert haben. Für uns ist klar: So wie es jetzt aussieht, hat man eine kleinere Anzahl an Mädchen, die eine solche Institution brauchen. Aber: Wir wollen es innerhalb der Opferstrategie diskutiert haben. Wir wollen es öffnen und diskutieren, ob es nicht noch sinnvollere Varianten gibt, wenn es um junge Mädchen zwischen 14 und 18 Jahren geht.

Wir werden eine Institution brauchen, die kurzfristig auch nachts genügend professionelle Leute hat, um die jungen Mädchen zu betreuen. Wir brauchen dringend Leute, die fähig sind, mit Traumata und Verletzungen umzugehen, die diese Mädchen haben. Das können nicht nur Leute aus den Frauenhäusern. Da habe ich die Erfahrung gemacht, dass nicht zuletzt Institutionen wie die Beobachtungsstation und Wohngruppe für junge Frauen Heimgarten Bern ganz speziell in diesem Bereich sehr viel Know-how haben. Aber ich werde Ihnen hier nicht erzählen, ein Mädchen müsse in den Heimgarten. Es ist eben nicht an uns, dies zu sagen. Ich werde Ihnen aber erzählen, warum die Planungserklärung 2 der Planungserklärung 4 von der SP vorzuziehen ist.

Zur Planungserklärung 1: Ja. Nur wenn wir eine Gesamtstrategie haben, wissen wir auch, was sinnvoll anzuhängen ist. In Anbetracht der Situation, dass wir wieder dasselbe Phänomen haben – 58 Prozent der Mädchen und jungen Frauen, die in Zürich im Mädchenhaus Obhut hatten, kamen aus Migrationskontexten –, müssen wir gut anschauen, wen wir alles noch involvieren könnten.

Planungserklärung 2: Ja. Wir brauchen die Jugendpflege als eine Option. Ob es dann die sinnvollste ist, überprüfen wir. Aber schränken Sie es nicht ein, dass es nur Jugendpflege ist, die geschlechtsspezifisch getrennt ist, Kolleginnen und Kollegen. In 99 Prozent der Fälle ist es so. Aber lassen Sie dieses 1 Prozent offen. Was meinen Sie, passiert, wenn innerhalb des Bereichs der Unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA) ein Mädchen kurzfristig weggenommen und platziert werden muss, weil die sexuelle Aggressivität – ich nenne es jetzt einmal diplomatisch so – der jungen Männer im UMA-Bereich so gross ist, dass man Mädchen herausnehmen und kurzfristig umplatziert werden muss, wenn es zu wenig Mädchen hat – und dies an einem Freitagabend? – Dann sind Sie wirklich sehr froh, wenn Sie daneben eines der besten Heime haben, wo zwar auch noch in einem der Häuser Männer untergebracht sind, wo Sie aber ausgezeichnete Leute haben, die mit den Traumata dieser jungen Frauen umgehen können. Es ist nicht an uns, diese Einschränkung zu machen. Wir müssen hier nicht Genderdiskussionen führen. Vielmehr müssen wir fachliche Diskussionen darüber führen lassen, wo wir – wann immer möglich – die Mädchen und jungen Frauen unterbringen können.

Aus diesem Grund bitten wir, einerseits sicher die Planungserklärungen 1 und 2 anzunehmen. Aus rein symbolischem Gehalt wird die glp auch die Planungserklärung 3 annehmen. Wir wissen aber, dass die Aufforderung, das Frauenhaus bis Ende 2021 umsetzen zu müssen, wahrscheinlich utopisch ist. Aber wir geben damit das Signal – wie heute Morgen in anderen Bereichen –, dass es uns sehr ernst ist mit dem Mädchenhaus und dass wir eines wollen. Aber wenn es dann ein halbes Jahr später ist, dann habe ich dann lieber ein halbes Jahr gewartet, habe aber dafür eine saubere, fachlich differenzierte Auslegeordnung darüber, was die sinnvollste Methode ist, um das Mädchenhaus an einem Ort anzuhängen. Aus diesen Gründen werden wir auch die Planungserklärung 3 annehmen, im Wissen darum, dass es zeitlich wahrscheinlich nicht ganz möglich ist.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Wir danken dem Regierungsrat sehr herzlich für die vorliegende Bedarfsabklärung. Auch wenn sie schon ein wenig länger her ist oder ein wenig länger gedauert hat, als uns vielleicht lieb ist: Sie mögen sich vielleicht erinnern – ein Teil der Anwesenden war damals schon da –, 2016 lag dieser Vorstoss auf dem Tisch. Und jetzt haben wir das Jahr 2020. Die Bedarfsanalyse ist dafür umso klarer in ihrem Fazit: Es besteht eine ausgewiesene Notwendigkeit nach Schutzplätzen für Mädchen und junge Frauen. Wir wissen, diese Frauen brauchen Sicherheit, diese Frauen brauchen Anonymität, diese Frauen brauchen einen anderen Betreuungsschlüssel. Diese jungen Frauen oder Mädchen brauchen zum Teil auch eine Betreuung während der Nacht, also einen 24-Stunden-Dienst. All das ist offiziell eigentlich in den Frauenhäusern gar nicht möglich.

Im Moment – muss man also sagen – werden gefährdete Mädchen und Frauen nur suboptimal untergebracht. Das Mädchenhaus Zürich zum Beispiel musste schon öfters Mädchen und junge Frauen abweisen, weil es überbelegt war. Es ist das einzige Mädchenhaus in der Schweiz. Und weil sie schon betroffene junge Frauen und Mädchen abweisen mussten, sind sie natürlich dafür. Sie unterstützen den Plan des Kantons Bern sehr explizit, dass wir ein zweites Mädchenhaus in der Schweiz schaffen würden. Jetzt auch betreffend die kantonbernischen Frauenhäuser: Diese wurden – das kann man im Bericht ja nachlesen – immer häufiger und länger von sehr jungen Frauen mit oder ohne Kinder aufgesucht, die dort Plätze belegen und so eigentlich zu tendenziell hohen Auslastungsgraden beitragen. Sie müssen bedenken: Frauenhäuser müssen auch Notaufnahmen sicherstellen können. Daher ist eigentlich ein Auslastungsgrad von eher ein wenig unter 80 Prozent erstrebenswert.

Uns als EVP-Fraktion ist es ein grosses Anliegen, dass das Mädchenhaus im Rahmen der rund 7 bis 10 Plätze, die eigentlich als ideal evaluiert worden sind, schnell realisiert werden kann. Und uns scheint, dass dies dank der vorgeprüften Varianten sowie mit dem bereits eingestellten Geld im Voranschlag 2020 eigentlich möglich sein sollte. Die Variante 4 wurde ja vom Regierungsrat selber auch favorisiert, und es ist übrigens auch unsere favorisierte Variante. Wie vorhin gesagt, lehnen wir einen Aufschub und ein Vorziehen der Erarbeitung der Opferhilfestrategie dezidiert ab. Wir nehmen aber diesen Bericht sehr gern zur Kenntnis.

Jetzt zu den Planungserklärungen: Die erste lehnen wir als Fraktion einstimmig ab. Die Planungserklärungen 2 und 4 haben aus unserer Sicht etwas. Sie müssen bedenken: Bei der Variante 4, die ich vorhin erwähnt habe, geht es um die «Schaffung eines Mädchenhauses in optimierten Strukturen». Und unter diesen «optimierten Strukturen», verstehen wir eben Folgendes aus dem Bericht: wenn zwischen verschiedenen Institutionen Synergien geschaffen oder genutzt werden können, wenn zum Beispiel auch Strukturoptimierungen vorgenommen werden können, oder wenn auch auf die Erfahrung von Leistungsvertragspartnern zurückgegriffen werden kann. Ob das jetzt nur in Frauenhäusern oder ob das jetzt explizit gerade mit Institutionen im Bereich Jugendpflege zu prüfen ist: Das kann sein. Es kann aber auch sein, dass es noch andere geeignete Leistungsvertragspartner gibt, die man da miteinbeziehen müsste. Deshalb stehen wir diesen Planungserklärungen 2 und 4 positiv, aber auch ein wenig skeptisch gegenüber, weil sie den Blick noch nicht – wenn schon, denn schon – ganz weit auf tun. Die Planungserklärung 3 ist für uns als EVP-Fraktion die wichtigste; da geht es um die Schaffung des Mädchenhauses bis Ende 2021. Das sollte ja eigentlich aus unserer Sicht aus den vorhin genannten Gründen möglich sein, und wir unterstützen sie einheitlich.

Carlo Schlatter, Thun (SVP). Der vorliegende Bericht geht auf ein Postulat aus dem Jahr 2016 zurück (*P 039-2016*), das einen Bericht zur Bedarfsabklärung für Notunterkünfte für Mädchen und junge Frauen zwischen 14 und 20 Jahren verlangt. Die durch den Regierungsrat durchgeführte, sowohl quantitative als auch qualitative Bedarfsanalyse hat jetzt gezeigt, dass im Kanton Bern ein Bedürfnis für eine solche Institution besteht. Aufgrund der vorliegenden Ausführungen des Regierungsrates anerkennt auch die SVP ein solches Bedürfnis. Wir unterstützen die Absicht des Regierungsrates, ein Mädchenhaus in optimierten Strukturen zu schaffen und so vorhandene Synergien nutzen zu können und es in die kantonale Opferhilfestrategie einzubetten. In diesem Zusammenhang und auch im Licht der vorhin behandelten Motion Kohli (*M 280-2019*) scheint uns das vom Regierungsrat geplante, etappierte Vorgehen – zuerst eine Strategie zu entwickeln und die Realisierung eines Mädchenhauses in diese Strategie als Massnahme einzubetten – als vernünftig und zielführend. So können auch im Rahmen der kantonalen Opferhilfestrategie wichtige Fragen, die noch im Raum stehen, geklärt und die Umsetzung politisch begleitet werden.

Leider vermisst die SVP im vorliegenden Bericht genauere Angaben zur Zielgruppe, sei es im sozialen und kulturellen Umfeld, sei es zu den Gründen der Schutzbedürftigkeit. Ohne entsprechende

Angaben kann weder eine Vernetzung noch eine Zuständigkeit der jeweiligen Institutionen beurteilt werden. Auch zu den Kosten haben wir doch noch einige Vorbehalte, obwohl diese im Quervergleich zu ähnlichen staatlich unterstützten Institutionen offenbar nicht aus dem Rahmen fallen. Grundsätzlich sind für uns aber die geplanten Kosten von 200'000 Franken pro Platz und Jahr für die Betreuung einer jungen und gesunden Frau nicht nachvollziehbar. Ich muss zugeben, dass ich kein Experte in der Betreuung von schutzsuchenden jungen Frauen bin und aufgrund fehlender Angaben im Bericht nichts über die spezifischen Anforderungen weiss. Ich nehme aber an, dass es sich primär um die Fortführung des täglichen Lebens in einer geschützten, betreuten und anonymen Umgebung handelt. Bei einer empirisch festgestellten Anzahl von 5 bis 7 notwendigen Plätzen und einer beschränkten Aufenthaltsdauer wäre die Evaluation von alternativen Institutionen oder sogar geeigneten anonymen, privaten Unterbringungen zu prüfen.

Die SVP nimmt den Bericht einstimmig zur Kenntnis. Sie unterstützt auch die Planungserklärungen 1 und 2. Bei der Planungserklärung 3, die aus derselben Feder stammt, habe ich ernsthaft angefangen, an meinen kognitiven Fähigkeiten zu zweifeln: Auch wenn man mit Druck auf den Regierungsrat argumentiert, habe ich es wahrscheinlich einfach nicht begriffen. Auf der einen Seite verlangt man, dass man zuerst eine Opferhilfestrategie sauber erarbeitet und dann die Strategie zur Implementierung eines Mädchenhauses umsetzt. Auf der anderen Seite muss die Schaffung eines Mädchenhauses aber spätestens Ende 2021 umgesetzt sein – und das alles natürlich sorgfältig geplant, evaluiert, politisch begleitet und dann implementiert. Die SVP lehnt deshalb die Planungserklärung 3 und die Planungserklärung 4 ab, Nummer 4 wegen Überflüssigkeit. Vielen Dank für die Aufmerksamkeit.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Erlauben Sie mir, bevor ich für die BDP Stellung nehme, nach Absprache mit dem Kommissionspräsidium schnell eine Ergänzung für die Kommissionssprecherin zur Planungserklärung 4 anzubringen: Diese haben wir in der Wandelhallensitzung am Montag noch besprochen, und sie ist entgegen der Aussage der Sprecherin nicht abgelehnt, sondern mit 10 zu 5 bei 1 Enthaltung angenommen worden.

Jetzt komme ich zur BDP: Die BDP-Fraktion nimmt diesen Bericht zur Kenntnis. Er zeigt uns auf, dass der Bedarf für ein Mädchenhaus gegeben ist. Wenn Mädchen und junge Frauen in Frauenhäusern untergebracht werden müssen, dann sind sie nicht adäquat betreut. So kann zum Beispiel keine 24-Stunden-Betreuung gewährleistet werden, gerade wenn ja ohnehin zu wenig Platz zur Verfügung steht. Aber auch wir sehen, dass es nicht Sinn macht, jetzt einfach eine neue Institution in die doch bereits sehr unübersichtliche Landschaft Opferhilfe zu setzen. Deswegen haben wir auch die vorherige Motion (M 280-2019) für eine Opferhilfestrategie unterstützt.

Wir unterstützen deshalb auch die drei Planungserklärungen der GSoK sowie die der SP. Wir unterstützen das Ziel, alles anzuschauen und die beste Lösung für ein Mädchenhaus, aber auch für die ganze Landschaft der in der Motion erwähnten Stellen zu optimieren und zu hinterfragen. Die Planungserklärung 1 ist uns wichtig: Wir fordern zuerst die Opferhilfestrategie. Die Planungserklärung 3 macht Umsetzungsdruck und wird daher auch unterstützt. Die Planungserklärungen 2 und 4 geben den Auftrag, wo überall Lösungen gesucht werden sollen. Wir können beide unterstützen; geschlechtergetrennte Institutionen sind ohnehin gegeben. Ich fasse zusammen: Die BDP-Fraktion nimmt diesen Bericht zur Kenntnis und stimmt allen vier Planungserklärungen zu.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Auch für die EDU-Fraktion ist der Handlungsbedarf in diesem Bereich unbestritten. Der Bericht zeigt den Bedarf von 4 bis 5 Plätzen allein für den Kanton Bern. Es braucht eine Lösung, aber diese soll im Rahmen einer vorgängigen Opferhilfestrategie gesucht werden. Es sollen mehrere Optionen geprüft werden, insbesondere auch in Anbetracht der kleinen Fallzahlen, aber immens hohen Kosten pro Fall. Daher können Sie daraus schliessen, dass auch die EDU-Fraktion die Planungserklärungen 1 und 2 annehmen wird. Die Planungserklärung 3 ist für uns unrealistisch. Wir können nicht sagen, zuerst müsse die Strategie umgesetzt werden, aber bereits einen nachher einzuhaltenden Umsetzungstermin für etwas festlegen, das in dieser Strategie enthalten ist. Die Planungserklärung 4 lehnen wir ab, dazu hat eigentlich Kollegin Mühlheim eine überzeugende Begründung geliefert.

Präsident. Für die grüne Fraktion Grossrätin Christa Ammann.

Christa Ammann, Bern (AL). Endlich. Ich weiss nicht, wie manches junge Mädchen und wie manche Frau – mittlerweile erwachsen, 90 oder schon nicht mehr da ist – froh gewesen wäre, wenn es

dieses Angebot gegeben hätte. Dementsprechend bedanke ich mich hier auch beim Regierungsrat für die Abklärung und den vorliegenden Bericht. Wir werden ihn so positiv zur Kenntnis nehmen. Ich werde nicht noch einmal auf die Inhalte eingehen, weil mir scheint, dass bereits genug dazu gesagt wurde und wir auch gebeten wurden, uns heute kurzzufassen. Ich konzentriere mich deshalb noch auf die vier vorliegenden Planungserklärungen: Wir lehnen den ersten Punkt ab. Warum? – Mit diesem Bericht wurde überprüft, der Bedarf wurde dargelegt, man hat geschaut, in welchem Rahmen die Umsetzung des Mädchenhauses am meisten Sinn macht. Jedes weitere Opfer, das keine adäquate Unterbringung erhält, ist eines zu viel. Es gibt keinen Grund, hier zu warten, vielmehr kann man das nachher im Rahmen dieser Strategie integrieren, die man noch erarbeiten muss. Dementsprechend lehnen wir den Punkt 1 eben ab.

Zu Punkt 2: Auch diesen werden wir ablehnen. Warum? – Ein paar Gründe wurden schon genannt: die anonyme Adresse, die allfällige Trennung von anderen Jugendlichen, die auch Täter, Täterinnen sein können, damit es wirklich ein spezifisches Angebot für Opfer ist. Dementsprechend ist es eben auch wichtig, dass es in einen Rahmen eingebettet ist, dass Synergien mit anerkannten stationären Opferhilfestellen genutzt werden – die im Hintergrund sind oder mit denen eine Zusammenarbeit besteht – und nicht mit irgendeinem weiteren Angebot der Jugendhilfe, die eben nicht in diesem Bereich spezialisiert ist. Es ist ein komplexes Gesetz, es gibt wirklich spezifische Dinge, die man berücksichtigen muss. Dementsprechend ist die Synergie mit den Frauenhäusern wesentlich höher zu gewichten und die weitere Prüfung eine zeitliche Verzögerung, die wir nicht als sinnvoll erachten. Dementsprechend lehnen wir diesen Punkt 2 auch ab.

Den Punkt 3 werden wir annehmen, einfach um die Dringlichkeit auch zu betonen, dass es spätestens bis Ende 2021 auch umgesetzt ist. Es ist wirklich nötig. Wir haben lange genug darauf gewartet, bis auch für junge Frauen und Mädchen ein solches Angebot entsteht. Dementsprechend ist es auch wichtig, eine Deadline zu setzen.

Den Punkt 4 werden wir annehmen, falls der Punkt 2 angenommen wird. Im Sinn von: Wenn solche Dinge überprüft werden, dann muss man sicher schauen, dass es in geschlechtsspezifische Angeboten geschieht. Es geht dort also wirklich nicht darum, zu sagen: Man muss diese Überprüfung noch machen. Aber wenn schon, dann schon: Sicher schauen, dass es geschlechtergetrennte Angebote sind, wo man die Synergien allenfalls noch einmal überprüft und so das Projekt verzögert, als noch geschlechtergemischte Angebote.

Dementsprechend die Kurzzusammenfassung: Den Bericht nehmen wir positiv zur Kenntnis. Die Anträge 1 und 2 lehnen wir ab, den Punkt 3 nehmen wir an; Punkt 4: wenn es sein muss.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil BE (FDP). Die Ausgangslage war ein Postulat aus der Sondersession 2016 (P 039-2016); das haben Sie schon gehört. Das Postulat verlangt eine Abklärung, wie hoch der Bedarf an Not- und Schutzplätzen für Mädchen und junge Frauen im Kanton Bern ist, und in welchem Umfang eine Notunterkunft errichtet werden könnte. Die GSI hat eine solche Bedarfsanalyse durchgeführt und verschiedene Umsetzungsvarianten geprüft. Ich verzichte darauf, alle vier nochmals aufzulisten. Der Regierungsrat hat sich für Variante 4 entschieden. Sie soll Synergien zwischen bestehenden Frauenhäusern und dem Mädchenhaus nutzen und gewährleisten.

Für die Umsetzung dieser Variante braucht es eine enge Zusammenarbeit mit den aktuellen Leistungsvertragspartnern, mit den bestehenden Frauenhäusern sowie mit dem Verein MädchenHouse des Filles Biel-Bienne. Die Bereitschaft und die Erarbeitung von optimierten Strukturen ist vorhanden. Es soll ein Mädchenhaus mit 7 bis 10 Plätzen für Mädchen und junge Frauen zwischen 14 und 20 Jahren realisiert werden. Die Schaffung eines Mädchenhauses im Kanton Bern trägt auch zur Umsetzung des Übereinkommens des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt, also der Istanbul-Konvention, bei. Ein solches Mädchenhaus würde die bestehende Versorgungslücke optimal schliessen. Der Regierungsrat kommt zum Schluss, dass die Bereitstellung einer Schutz- und Notunterkunft im Kanton Bern für Mädchen und junge Frauen im Alter von 14 bis 20 Jahren realisiert werden soll. Er beantragt dem Grossen Rat, den vorliegenden Bericht zur Kenntnis zu nehmen. Die FDP stimmt dem so zu. Wir unterstützen auch alle vier Planungserklärungen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Stefan Jordi.

Stefan Jordi, Bern (SP). Ich weiss nicht, wann wir einen solchen Bericht vorliegen hatten, der so eindeutig ist. Wer aus diesem Bericht irgendetwas anderes herauslesen kann, dem empfehle ich,

diesen Bericht vielleicht noch einmal repetitiv zu lesen, damit er nachher weiss, was der Schluss dieses Berichts ist.

Jetzt haben wir Planungserklärungen, und ich muss nicht mehr alles wiederholen. Ich glaube, es wurde schon genügend gesagt. Nun haben wir Planungserklärungen hier auf dem Tisch, welche den Schluss dieses Berichts, dass man sofort mit der Realisierung eines Mädchenhauses beginnen soll, ausbremsen wollen, indem man zuerst eine Strategie macht und noch andere Optionen prüft. Damit bremsen wir eigentlich den Willen des Regierungsrates aus, den er mit diesem Bericht hier demonstriert. Deshalb sind wir sehr skeptisch, wenn jetzt noch zig Abklärungstätigkeiten gemacht werden müssen und nicht das Ziel, nämlich der Schutz von schutzsuchenden Mädchen im Vordergrund stehen soll. Deshalb meine Frage – ich komme zu den Planungserklärungen, denn wie gesagt, wurde der Rest schon genügend erklärt, und es steht auch deutlich im Bericht. Zur Planungserklärung 1: Wir waren in der Kommission auch recht überrascht, als plötzlich die Schaffung eines Mädchenhauses von einer solchen Strategie abhängig gemacht wurde, dass man zuerst die Strategie ausarbeiten und nachher erst mit der Realisierung eines Mädchenhauses beginnen soll. Weshalb kann man diese beiden Dinge nicht parallel tun? – Ich glaube, eine Strategie, die keine Schaffung eines Mädchenhauses vorsehen würde, ist falsch, wenn man den Bericht gelesen hat. Deshalb denke ich: Wenn schon diese Planungserklärung 1 durchkommt, dann sollte man zumindest parallel mit diesen Arbeiten beginnen, damit man nachher wirklich bis 2021 mit der Schaffung eines solchen Mädchenhauses beginnen kann. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird die Planungserklärung 1 annehmen, und nun eine Frage an Herrn Regierungsrat Schnegg: Ist es möglich, eine Strategie zu erarbeiten und gleichzeitig bis 2021 ein Mädchenhaus realisieren zu können? Das ist unsere Frage. Wenn der Regierungsrat diese mit Ja beantwortet, dann können wir auch die Planungserklärung 1 zähneknirschend annehmen.

Zu den weiteren Planungserklärungen: Bei der Planungserklärung 2 haben wir bereits gesagt, wie wir dazu stehen. Christa Ammann hat es gesagt. Eigentlich ist unsere Planungserklärung 4 ein wenig so: Wenn die Planungserklärung 2 durchkommt, dann möchten wir zumindest dies drin haben. Das ist ein wenig ein Versuch, diese Planungserklärung zu optimieren. Aber wie ich beim Begründen der Planungserklärung 4 gesagt habe, war ich sehr skeptisch, ob dies Sinn macht.

Planungserklärung 3: Auch diese ist für uns ganz wesentlich. Der Bedarf ist ausgewiesen. Der Bedarf ist sogar schweizweit ausgewiesen; andere Kantone haben auch einen Bedarf angemeldet. Sie wollen leider bei der Realisierung nicht mithelfen. Aber ich glaube, da müssen wir jetzt vorwärtsmachen, und die Einigkeit hier im Saal zeigt es eigentlich: Alle Fraktionen unterstützen die Schlüsse des Berichts. Deshalb machen wir vorwärts mit der Realisierung eines solchen Mädchenhauses zum Schutz jener, die Schutz suchen!

Präsident. Je donne la parole à Monsieur le conseiller d'Etat Schnegg.

Pierre Alain Schnegg, directeur de la santé, des affaires sociales et de l'intégration. Tout d'abord, j'aimerais juste quand même revenir sur ce qui vient d'être dit : aucun autre canton n'est prêt à cofinancer la création d'un refuge pour jeunes filles. Un seul a répondu qu'il pourrait éventuellement placer des personnes si nous avons des places de libre.

Je ne vais pas m'étendre sur le rapport, il me semble qu'il était assez clair. Nous avons remarqué qu'il y a un besoin, nous sommes prêts à le mettre œuvre, mais il serait peut-être bien que l'on soit clair sur ce que l'on nous demande de faire : Mesdames et Messieurs, vous venez d'accepter une motion qui nous demande d'élaborer une stratégie. Je veux bien élaborer une stratégie, mais je ne suis pas d'accord de faire des mises en œuvre qui vont à l'encontre de ce que la stratégie va peut-être justement définir. Vous nous proposez des déclarations de planification, où vous nous demandez de regarder avec quelles institutions : plutôt ici, plutôt là ou plutôt là. Notre rapport, il est clair : nous sommes prêts à démarrer très rapidement pour la mise en œuvre de ce foyer pour jeunes filles. En parallèle avec le refuge pour femmes. Et nous avons proposé de le faire à Bienne parce que nous pourrions résoudre également le problème du bilinguisme. Du côté du Conseil-exécutif, du côté de ma direction, tout est prêt pour partir. Vous venez d'accepter une motion qui nous demande de maintenant réfléchir, de faire une stratégie, et vous nous demandez encore d'étudier : plutôt ici, plutôt là, plutôt avec ce genre d'institutions. Mesdames et Messieurs, vous pouvez accepter toutes les demandes de planification que vous désirez mais dites-nous qu'est-ce que vous voulez ! Soyez clairs ! Et si vous voulez qu'on fasse le refuge pour jeunes filles rapidement, et bien, déposez une motion d'ordre et revenez sur la décision que vous avez prise il y a quelques minutes.

En ce qui concerne notre position sur ces déclarations de planification : la déclaration de planification 1 est tout à fait en phase avec la décision que vous avez prise avant : on développe une stratégie et ensuite on met en œuvre. Les déclarations 2 et 4 : je n'ai pas de problèmes avec ça. De toute manière si on définit une stratégie, eh bien, c'est bel et bien les points qu'il sera nécessaire également de traiter. Et pour la demande de planification 3 : excusez-moi de vous le dire, mais là vous êtes dans le rêve total. Nous ne pourrions pas mettre en œuvre ce refuge pour le 31 décembre 2021, parce que jusqu'à cette date-là, le rapport sur la stratégie n'aura certainement pas encore été accepté dans ce cercle. Ou s'il aura été accepté, le temps nécessaire à sa mise en œuvre n'aura pas encore été suffisant. Alors, Mesdames et Messieurs, je vous demande juste une chose : un peu de cohérence dans la décision que vous allez prendre. Mais sachez que le 1 et le 3 ne peuvent pas aller ensemble, et l'acceptation de la motion que vous venez de faire précédemment ne peut pas aller de pair avec la déclaration de planification 3. A vous de décider ce que vous voulez faire. Mais, si la stratégie doit être faite, le refuge pour jeunes filles ne sera pas en œuvre au 31 décembre 2021.

Präsident. Klare Worte. Wir kommen zur Abstimmung. Wir stimmen nun zuerst über die Planungserklärungen ab und danach über den Bericht mit den allfällig genehmigten Planungserklärungen. Ich würde die Planungserklärungen 2 und 4 zuerst einander gegenüberstellen, und nachher schauen, ob sie die obsiegende überweisen möchten. Ist dies so gut? – Ich höre keinen Einwand, dann machen wir es so.

Wer die Planungserklärung 1 der GSoK annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (2015.GEF.1748; Planungserklärung GSoK [Kohler, Spiegel b. Bern] – Nr. 1)

Vote (2015.GEF.1748 ; déclaration de planification de la CSoc [Kohler, Spiegel b. Bern] – n° 1)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 90

Nein / Non 61

Enthalten / Abstentions 0

Präsident. Sie haben die Planungserklärung 1 angenommen, mit 90 Ja- gegen 61 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Wir stellen nun die Planungserklärungen 2 und 4 einander gegenüber. Wer die Planungserklärung 2 annehmen will, stimmt Ja, wer die Planungserklärung 4 annehmen will, stimmt Nein.

Abstimmung (2015.GEF.1748; Planungserklärung GSoK [Kohler, Spiegel b. Bern] – Nr. 2 gegen Planungserklärung SP-JUSO-PSA [Jordi, Bern] – Nr. 4)

Vote (2015.GEF.1748 ; déclaration de planification de la CSoc [Kohler, Spiegel b. Bern] – n° 2 contre déclaration de planification PS-JS-PSA [Jordi, Berne] – n° 4)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme Planungserklärung GSoK (Kohler, Spiegel b. Bern) – Nr. 2 /

Adoption déclaration de planification de la CSoc (Kohler, Spiegel b. Bern) – n° 2

Ja / Oui 91

Nein / Non 61

Enthalten / Abstentions 0

Präsident. Sie haben sich vorerst für die Planungserklärung 2 entschieden, mit 91 Ja- gegen 61 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Nun entscheiden wir noch, ob Sie diese auch im Bericht haben wollen. Wer die Planungserklärung 2 im Bericht haben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (2015.GEF.1748; Planungserklärung GSoK [Kohler, Spiegel b. Bern] – Nr. 2)

Vote (2015.GEF.1748 ; déclaration de planification de la CSoc [Kohler, Spiegel b. Bern] – n° 2)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 93

Nein / Non 58

Enthalten / Abstentions 1

Präsident. Sie wollen diese Planungserklärung 2 im Bericht haben, mit 93 Ja- gegen 58 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Wir kommen noch zur Planungserklärung 3. Dort geht es um das Jahr 2021. Wer diese annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (2015.GEF.1748; Planungserklärung GSoK [Kohler, Spiegel b. Bern] – Nr. 3)

Vote (2015.GEF.1748 ; déclaration de planification de la CSoc [Kohler, Spiegel b. Bern] – n° 3)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 98

Nein / Non 51

Enthalten / Abstentions 2

Präsident. Sie haben diese Planungserklärung 3 ebenfalls angenommen, mit 98 Ja- gegen 51 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Damit wären die Planungserklärungen 1, 2 und 3 angenommen. Wer den Bericht mit diesen drei Planungserklärungen zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja. Wer diese Kenntnisnahme ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (2015.GEF.1748; Kenntnisnahme mit den überwiesenen Planungserklärungen Nr. 1–3)

Vote (2015.GEF.1748 ; prise de connaissance avec les déclarations de planification adoptées n° 1–3)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Kenntnisnahme mit überwiesenen Planungserklärungen /

Prise de connaissance avec les déclarations de planifications adoptées

Ja / Oui 151

Nein / Non 0

Enthalten / Abstentions 0

Präsident. Sie haben diesen Bericht einstimmig zur Kenntnis genommen mit 151 Ja-Stimmen.